

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)  
Section Française de la IV<sup>e</sup> Internationale

VENDREDI  
 22 JUILLET 1938  
 3<sup>e</sup> Année — Numéro 86  
 Le Numéro : 0 fr. 75

RÉDACTION - ADMINISTRATION  
 15, passage Dubail  
 54, boul. Magenta, Paris (10<sup>e</sup>)  
 ABONNEMENTS :  
 France et colonies : 1 an, 22 fr.,  
 6 mois, 11 fr.; 3 mois, 5 fr.  
 Etranger : 1 an, 40 fr.; 6 mois,  
 20 fr.; 3 mois, 10 fr.  
 Compte chèque postal : Rousset  
 2247-23 Paris.

## Rudolf KLEMENT

### Secrétaire administratif de la IV<sup>e</sup> Internationale, est enlevé !

# Le Guépéou, en plein Paris, a enlevé notre camarade et l'a emporté vers Barcelone.

## Les gangsters Staliniens préparent ainsi le procès du P. O. U. M. et des "Trotskyistes"

Le 14 et le 15 l'absence de Rudolf Klement qui assurait des tâches administratives pour le compte de l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale, inconnus divers camarades, qui firent les démarches nécessaires et constatèrent sa disparition.

Le 16, toutes les démarches aboutirent à cette conclusion : cette disparition ne peut être que l'œuvre de la police de Staline, le Guépéou.

C'est ce qui résultait du communiqué que nous avons envoyé à la presse en date du 16 juillet 1938, que nous publions ci-après :

UN NOUVEAU COUP du GUEPEOU EN PLEIN PARIS

Rudolf Klément (alias Camille) un des secrétaires administratifs de la IV<sup>e</sup> Internationale a disparu !

Ce matin, 16 juillet, des membres de la IV<sup>e</sup> Internationale français, intrigués par l'absence depuis deux jours, de Rudolf Klément (alias Camille) qui assurait des tâches administratives techniques pour le compte de l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale, se sont rendus compte de sa disparition de son domicile. D'autre part, copie d'une lettre de Trotsky signée du nom Rudolf Klément était adressée à l'un d'eux; cette lettre était écrite dans le style des aveux des procès de Moscou. Elle était postée de Perpignan, frontière de l'Espagne gouvernementale contrôlée par la police du G. P. U. russe, qui, comme on le sait, dispose des leviers de commande de la police « gouvernementale » espagnole. Il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'un nouveau coup de gangsters perpétré en plein Paris par la police de Staline appelée le G.P.U. Cette police a besoin de faux, et témoins fabriqués pour le procès qui va avoir lieu à Barcelone, contre le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM) et contre la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le texte du document que se dispose à utiliser le G.P.U. est rédigé en allemand avec certaines expressions et une orthographe russe, par exemple, le nom Beals (qui fut démasqué comme un agent stalinien introduit dans la Commission d'enquête sur les Procès

aux ordres de Staline, poursuivent à Paris, leur plan d'extermination de tout ce qui dans le mouvement ouvrier veut rester indépendant de la dictature de Moscou. Les procès de Moscou ont été frappés en plein cœur par le verdict de la commission d'enquête de New-York (président John Dewey) qui a lavé Trotsky de toute accusation après examen par les plus hautes personnalités des sciences, de la littérature, de la politique du parti ouvrier, démocratique, libéral.

Une nouvelle fois, nous mettons publiquement en demeure l'inquisition stalinienne de produire un seul témoin qui soit libre, et qui n'écrit pas sous la dictée du G.P.U., un seul fait qui ne soit pas contourné, un seul document qui ne soit pas un faux !!

Au terrorisme des gangsters du G. P. U. nous opposons l'information publique et contradictoire pour confondre les assassins et leur politique de guerre et d'extermination de l'avant-garde de la classe ouvrière.

Le Bureau de presse du P.O.I. Parti ouvrier internationaliste (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, 15, pass. Dubail, Paris.

Paris, 16 juillet 1938.

Bien entendu, la presse de droite et de gauche, unanime, toute préoccupée de démontrer qu'à l'occasion du voyage du roi d'Angleterre, la police de l'impérialisme veille sur les citoyens, et sur l'hôte royal, s'est bien gardée, le premier jour de souffler mot de notre communiqué. D'honnêtes ouvriers et intellectuels immigrés ont été expulsés en masse par les méthodes les plus brutales. En revanche les émissaires de M. Staline peuvent opérer en plein Paris, selon les méthodes de Al Capone perfectionnées. Le Guépéou bénéficie de mêmes faveurs que la police des gardes blancs et que la Gestapo.

C'est pourquoi, bien que nous ne nous fassions aucune illusion sur le zèle de la justice bourgeoise à découvrir les assassins stalinistes pour contraindre l'opinion publique à s'intéresser à l'affaire, et par voie de conséquence, pour que les ouvriers ainsi alertés nous aident à découvrir les coupables, nous avons déposé la plainte ci-après :

Monsieur le Procureur de la République, Paris.

Le Parti Ouvrier Internationaliste, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale par la présente dépose entre vos mains une plainte pour les faits ci-après :

1. Depuis mardi soir 12 juillet au plus tard, le réfugié politique Rudolf Klément qui habitait sous le nom de Roger Bertrand, 1, rue de Strasbourg, à Maisons-Alfort a disparu soudainement.

2. M. Rudolf Klément accomplissait pour le compte de l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale des tâches de secrétaire administratif et technique. Il avait été également secrétaire de Léon Trotsky lorsque ce dernier habitait Barbizon.

3. De fortes présomptions font penser que Rudolf Klément a été enlevé par la police russe, le G.P.U. qui a déjà procédé à divers enlèvements de cette nature en particulier d'Erwin Wolf, ancien secrétaire de Trotsky, Marc Rein, fils du leader socialiste russe Abramovitch et d'autres, et qui a déjà accompli en plein Paris le vol des archives de Léon Trotsky à l'Institut de la rue Michelet.

Nous produisons à ce sujet toutes explications nécessaires, notamment concernant la lettre que nous avons reçu portant le cachet du 15 juillet, de la poste de Perpignan, ville voisine de la frontière contrôlée, du côté de l'Espagne, par la police russe qui dispose, comme on le sait, des leviers de commande de la police « gouvernementale » espagnole. Cette lettre est rédigée dans le style des aveux des procès de Moscou destinée à servir les visées politiques de M. Staline.

4. Nous avons chargé notre avocat,

à la Conférence nationale du P. S. O. P.

## Le P. O. I. a été reçu par une commission du Congrès du P. S. O. P. et le Congrès a accepté l'unité d'action

Le Congrès du P.S.O.P. a eu lieu samedi et dimanche derniers. Nous revenons en détail dans notre prochain numéro sur les problèmes qui sont posés par les décisions sur lesquelles il s'est terminé.

Pour aujourd'hui, résumons l'essentiel. Tout d'abord, on a refusé à nos délégués le droit d'exposer en séance publique son point de vue. Cependant, une Commission, désignée par le Congrès et composée de membres du P.O.I. et de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nos camarades Clart et Rousset ont exposé les propositions de front unique d'action et d'unité révolutionnaires. Notre camarade Rousset a montré, sur la base du dernier coup du Guépéou, la nécessité du front révolutionnaire. Le camarade Clart a tracé un tableau de la IV<sup>e</sup> Internationale et de sa politique, il a donné les raisons impérieuses de l'unité d'action et posé le problème de l'unité révolutionnaire. Si l'accord sur les programmes peut se faire par la discussion loyale complète et l'action consciente, alors l'unité organique doit suivre. Nous proposons, nous, notre programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le président de la Commission répondit qu'il regrettrait que les sections du P.S.O.P. n'aient pu discuter de notre programme. Les délégués des provinces parurent bien disposés à l'endroit de nos explications. Notre délégation se retira, puis, après discussion, la Commission nous communiqua qu'elle proposait au Congrès d'accepter l'action commune. Un camarade délégué de la Somme, protesta violemment parce que l'on avait refusé de nous entendre au Congrès lui-même. On nous dit que ce camarade avait cru de son devoir de se retirer du P.S.O.P.

Il exprima ce faisant, d'une manière individuelle, le mécontentement d'un courant révolutionnaire sérieux qui existe dans le P.S.O.P. qui veut l'unité d'action et l'unité avec le P.O.I. Ce courant devait s'exprimer au cours du Congrès, sur certains points précis.

En ce qui concerne la question du Front Populaire les partisans de la formule périmée faillie de l'alliance avec les radicaux, furent battus. La motion Pivert fut battue de quelques voix. Pivert qui s'est prononcé pour l'unité d'action avec le P.O.I. croit encore opportun de s'accrocher au « Front Populaire », alors que le « Front Populaire » perd les masses, et que seul le Front ouvrier et paysan sur la base des Comités peut les rassembler.

Discussion particulièrement vive sur la question de la franc-maçonnerie. La lutte « antitrotskyiste », c'est-à-dire antirévolutionnaire à l'intérieur du P.S.O.P., est menée en sous-main par la franc-maçonnerie, puissance occulte qui se paie le luxe de bavarder sur le « noyautage » et « trotskyisme » qui n'est autre que l'exposé clair et loyal des idées, alors qu'elle « noyautait », elle, tant qu'elle peut.

Les délégués du Maroc sont venus affirmer avec force que la franc-maçonnerie, c'était le général Nogués et l'impérialisme. Rompre avec la franc-maçonnerie, ce sera pour le P.S.O.P. rompre le lien avec la bourgeoisie.

Sur la question de la guerre la discussion ne fut pas moins nette. La tendance marxiste qui veut appeler les choses par leur nom et la tendance pacifiste qui veut camoufler derrière des mots vagues, des idées confuses,

Hérard n'osa pas attaquer de front la motion Danno qui reprenait du projet de charte de Bailly le texte sur la guerre et le défaitisme révolutionnaire. Il se rallia à la thèse pacifiste confusionniste de Modiano qui l'emporta finalement.

Sur la question de l'Internationale, le Bureau de Londres chercha à imposer l'adhésion. Ses partisans jouissent d'un monopole, assuré antidémocratiquement.

\*\*\*\*\*

### Front Populaire moribond

## Défilé du 14 Juillet

Le défilé organisé le 14 juillet par le Front Populaire fut cette année un fiasco lamentable à côté des autres années, surtout si l'on se rappelle la manifestation de 1935.

Cette absence indéniable des masses vient-elle de l'abstention des radicaux? Non, elle vient de la désillusion profonde des ouvriers qui ont été dupés par ceux qui promettaient le Pain, la Paix, et la Liberté.

Devant ce peu d'enthousiasme, le service d'ordre fit de nombreuses haltes et coupures pour que le cortège ne finisse pas avant 16 heures.

De nombreuses organisations politiques et syndicalistes étaient absentes. La majeure partie des manifestants se composait des staliniens et de quelques socialistes qui d'ailleurs s'engueulaient. Quelques vieux réclamaient leur retraite.

Les Jeunesses communistes, avec leurs moyens habituels de parade. Les jeunes filles de France sur un char, en caleçons de bain ou en slips représentaient la pureté française.

Voilà ce que fut le défilé de masse que groupa 80.000 personnes.

Le P.O.I. et les J.S.R. ont vendu Révo et La Lutte, malgré les provocations sans conviction des staliniens.

\*\*\*\*\*

### RÉPRESSION "ROYALE"

## "Révolution" est saisi

Le numéro 51 de « Révolution » a été saisi une fois de plus. Plusieurs de nos jeunes camarades ont été arrêtés. Le tout à cause d'un article sur Sa Majesté Britannique.

La justice et la police de l'impérialisme français défendent bien la respectabilité des représentants de l'impérialisme anglais. La répression contre nous en cette occasion n'est-elle pas le meilleur symbole de la solidarité qui unit les travailleurs de ce pays à leurs frères, les ouvriers anglais et les esclaves des colonies anglaises, matraqués, fusillés, réprimés, affamés.

« Révolution » et la « Lutte Ouvrière » continueront la lutte contre l'impérialisme mondial.

quement. Mais cet organisme est tellement discrédité ou impuissant qu'en définitive le congrès ne se prononça pour aucune internationale.

En résumé, le P.S.O.P. ne s'est pas nettement déterminé, surtout à cause d'une préparation qui n'avait pas permis la discussion et la plupart des questions ont été soumises au référendum.

Pour notre part, nous prenons acte avec satisfaction de l'acceptation de l'unité d'action avec le P.O.I. Nous demandons au P.S.O.P. de discuter avec nous. Commençons par l'action en commun contre le procès du POUM, contre l'enlèvement de Rudolf Klément, contre les décrets-lois Daladier. Mais tous les véritables révolutionnaires veulent aussi que l'unité d'action nous amène à l'unité révolutionnaire. Le président de la Commission qui nous a reçu a exprimé le regret que le P.S.O.P. n'ait pas discuté de notre programme. Nous soumettons donc ce programme aux militants du P.S.O.P., en confrontation avec le leur et nous proposons de la direction aux sections la discussion fraternelle pour l'unité révolutionnaire parallèlement à l'unité d'action.

En avant vers l'unité révolutionnaire sous le drapeau du marxisme, de Lénine et de Trotsky.

Notre prochain numéro donnera une appréciation analytique des principales discussions autour desquelles s'est centré ce congrès.

Assemblée d'Information  
Mardi 26 Juillet  
SALLE AUGÉ  
3, Rue des Archives  
à 20 h. 30  
Présence indispensable - Carte du Parti exigée

### Les soldats donnent l'exemple

### Solidarité avec "Révo"

A une collecte faite parmi les soldats de la 117, une quinzaine répondirent, affirmant par là leur solidarité envers « Révolution » pour son action antimilitariste.  
Montant de la collecte : 16 francs.

## N'oubliez pas !

Il faut qu'en octobre La Lutte paraisse sur 4 pages g<sup>d</sup> format toutes les semaines Pendant les vacances, les cellules doivent organiser la vente dans les kiosques, à la criée, l'abonnement à la Lutte.

Le coin des J. S. R.

### La J.S.O.P. et nous

Jusqu'au Congrès de Royan, la Jeunesse socialiste répondait à nos propositions d'unité d'action, à nos propositions de discussion commune sur la question de l'Unité Révolutionnaire de la Jeunesse et de son programme, en particulier à notre lettre politique du mois de Mai : « Nous attendons le Congrès de Royan ». Mais la bureaucratie réformiste est rancunière et ingrate envers ses militants. A Royan, elle refusa de se laisser attendrir par la « modération » de la Gauche Révolutionnaire, et la JS, qui s'était pourtant soigneusement gardée de se compromettre avec la JSR fut exclue.

Après Royan, les JSOP nous ont répondu : « Nous attendons le Congrès du PSOP et notre Conférence nationale ».

La Conférence se tenait samedi et dimanche, le 16 et le 17 juillet. Le samedi on nous dit de revenir le lendemain. Le dimanche, on nous dit de formuler nos propositions, si nous en avions, par écrit. Mais la Conférence, très occupée, n'avait pas le temps de nous lire et Ladrinail nous dit qu'on nous rendrait réponse plus tard.

Les efforts de la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire pour préparer l'Unité Révolutionnaire de la Jeunesse ont été constants. Le 3 juillet à Paris, une Conférence nationale de notre organisation, spécialement consacrée à cette question, après avoir entendu les Jeunesses Socialistes Autonomes de l'Aisne et de Nantes, s'est séparée en lançant un appel à l'Unité Révolutionnaire contre le fascisme et la guerre et en mandatant le CC des JSR pour réunir une Commission chargée d'examiner les problèmes de l'Unité, tels qu'ils se posent pour les différentes organisations.

A cette conférence ont assisté des représentants de la JSOP avec lesquels s'est engagée une première discussion. C'est pour continuer et approfondir cette discussion, et dans l'esprit du mandat qui lui avait été donné par la Conférence qu'une délégation de notre comité central se présentait à la Conférence des JSOP.

Nos propositions se résument ainsi dans la lettre que nous vous avons fait parvenir :

1<sup>o</sup> Les délégations des différentes organisations intéressées pouvaient se rencontrer à Paris le dimanche 24 juillet. Cette réunion pourrait se donner pour tâche d'entendre, sans discussion quant au fond, l'exposé des différentes positions en présence, d'établir les points sur lesquels un accord existe dès maintenant, ceux sur lesquels une discussion doit avoir lieu.

2<sup>o</sup> Cette réunion aurait également à envisager l'organisation matérielle de la discussion entre les organisations à tous les échelons : édition de bulletins, tribunes libres dans la presse.

3<sup>o</sup> Une délégation de notre CC se présentera dans le courant de cette semaine à votre direction, pour envisager l'organisation dans le plus bref délai, d'actions communes, en particulier pour le retour de la classe et pour le départ du contingent 1938. Nous pensons qu'il ne peut exister aucun obstacle pour la réalisation de telles actions.

Nous attendons la réponse des JSOP. MAX.



Rudolf KLEMENT

de Moscou, de New-York) est orthographié Bills selon l'orthographe des organes stalinistes russes. Quant au fond le document est rédigé pour servir point par point la thèse stalinienne des procès de Moscou : la prétendue alliance (le « bloc ») de Trotsky avec les sommets fascistes. S'agit-il d'un faux fabriqué sur la base des vols d'archives par les spécialistes du G.P.U. ? Comment ce document a-t-il été fabriqué? Arraché? ou extorqué? Ou est passé Rudolf Klément? A-t-il été enlevé vers Moscou via l'Espagne, comme Erwin Wolf ou Marc Rein, le fils du chef socialiste russe Abramovitch. Par le document destiné à couvrir son crime le G.P.U. se propose-t-il d'appor- ter un « nouveau témoin » fabriqué contre Trotsky et la IV<sup>e</sup> Internationale, ce « nouveau témoin » n'étant comme les autres qu'un rouage docile inséré dans le mécanisme de l'inquisition stalinienne s'agit-il d'une machination ourdie depuis quand, contre notre mouvement.

Le Parti Ouvrier Internationaliste dénonce cette nouvelle provocation et ce nouveau coup criminel du G.P.U. perpétré en plein Paris. Après Moscou, Barcelone, les bandes de gangsters



## LA POLITIQUE SYNDICALE

La grève des techniciens et le lock-out des ouvriers de la métallurgie à Marseille

### Pour vaincre, il faut appeler toute la classe ouvrière à la lutte !

Après 15 jours de grève des techniciens solidaires de Papazian, secrétaire de leur syndicat, licencié à la Société Provençale de Construction Navale où il était à la fois dessinateur et délégué du personnel ; après une période équivalente de lock-out pour les ouvriers métallurgistes de notre ville, qui s'étaient unanimement dressés contre le renvoi de Papazian, le sur-arbitre Chaillé, vient de rendre sa sentence. Elle est hypocrite et tout à l'avantage du patronat. Elle sanctionne le licenciement de Papazian qui, durant 2 ans devra cesser son emploi, période à l'issue de laquelle il aura possibilité de solliciter sa réadmission dans l'établissement qui vient de le liquider !!! Cette sentence se ressent du fait qu'en dépit de la volonté marquée de lutte, des métallos et des techniciens magnifiquement animés par Tissot, délégué de la Fédération des techniciens, les directions de l'Union départementale (stalinienne) et de l'Union Locale (réformiste, tendance Amis de « Syndicats ») ont tout fait pour empêcher l'extension du conflit en une grève générale de solidarité à Marseille. Pleins de dépit devant le succès grandissant de Tissot, et affolés par le discrédit qui les atteint, ils ne savent plus que faire pour canaliser et réduire un mouvement dont la direction leur échappe visiblement.

A la réserve de Papazian, la sentence prévoyait que nul ne devait être trappé pour fait de grève, et la prise du travail était envisagée pour le lundi 18 courant.

Or, trois des plus grandes boîtes métallurgiques de Marseille : les forges et chantiers (gros actionnaire : Fernand Bouisson), Coder et les Acieries du Nord, ont refusé d'ouvrir leurs portes, laissant entendre qu'elles se moquaient de toute sentence et spéculant sur le reste, sur le caractère équivoque, en plusieurs endroits, de celle-ci.

Exaspérés, des milliers d'ouvriers se sont alors rendus à la Préfecture devant laquelle ils se sont couchés en signe de protestation.

Hier soir lundi, un grand meeting a eu lieu à la salle Ferrer. L'indignation des milliers de travailleurs présents était à son comble. Tissot préconisait l'action directe et dénonçait la trahison des responsables syndicaux en même temps que la carence criminelle du gouvernement, a été l'objet d'une longue ovation.

Naturellement, le mouvement continué et seule une grève générale peut lui donner à présent une issue favorable, le déclenchement violent de l'attaque patronale nécessitant, de la part des travailleurs, la plus énergique des ripostes.

FRANÇOIS.

## DANS LE BATIMENT

### Pour réaliser le Syndicat d'industrie

Notre période qui est celle de la préparation fébrile de la guerre amplifie l'activité de l'industrie métallurgique au dépens des autres industries, surtout celle du Bâtiment. Le capital financier consacre toutes les ressources économiques du pays au réarmement et parallèlement il tend à décourager de toute idée de grands travaux. Ainsi, la promesse de ces grands travaux avait depuis deux ans comme objectif d'éviter de grands conflits dans le Bâtiment, qui, inévitablement, doivent se produire comme celui de nos camarades de l'Isère, qui proupe présentement dix mille corporants. Et comme dans l'économie générale les ouvriers de cette industrie ont diminué leurs exigences, leurs éléments d'action se sont réduits d'autant et par là leurs forces organisationnelles ont diminué fortement sur la base de l'entreprise et du chantier. Au surplus, la politique conciliatrice des dirigeants stalinien nécessitant pour eux des formes d'organisation fortement centralisées, ils procéderont à une centralisation artificielle de la Région Parisienne qui s'est avérée une méthode réactionnaire puisqu'elle a fait renaitre l'esprit corporatif.

Pour lutter contre ce nouveau danger, il faudrait à mon avis rechercher quels sont les moyens organisationnels les plus souples qui doivent harmoniser les rapports des différentes corporations et par cela attribuer progressivement cet esprit corporatif. Dans ce domaine comme dans tous les autres il faut faire la critique des erreurs commises pour éviter de les renouveler. En l'occurrence, citons le cas de la Seine-et-Oise : Dans ce département, il existait des syndicats locaux qui, au moment des conflits de juin 36 se sont avérés insuffisants. Bureaucratiquement, la région fédérale a dissous ces petites organisations et les a rattachées

aux gros syndicats parisiens, elle a bien parlé de la nécessité de formation de cartels intercorporatifs, mais ils n'ont jamais vu le jour. Par la suite, la mesure bureaucratique fut condamnée par la vie comme étant mesure réactionnaire, puisque les syndicats locaux se sont reconstitués en Seine-et-Oise.

Cette expérience a l'avantage de démontrer l'incapacité notoire de la direction stalinienne-conciliatrice, qui aurait dû rechercher les moyens organisationnels les plus souples qui devaient harmoniser les rapports des différentes corporations, c'est-à-dire les cartels intercorporatifs qui, n'ayant pas la rigidité des autres formes organisationnelles peuvent et doivent être une première étape vers le syndicat d'industrie.

Comme suite à toute cette fausse politique, les vieilles formes d'organisation absolument primaires redevenant en vedette. Certains camarades qui sentent les conséquences catastrophiques qu'ont les mesures bureaucratiques sur le mouvement ouvrier, croient pouvoir se préserver de tous les maux, en se réfugiant dans le havre de grâce qu'est le statu-quo (*Les Chambres Syndicales*).

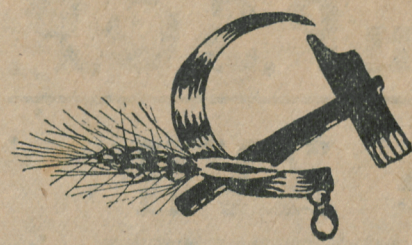
Non, le mouvement ouvrier marche et il ne peut nous être permis de rester sur place. Si nous n'apportons pas et ne luttons pas pour ces méthodes progressives, nous laisserons la voie libre à l'initiative des bureaucrates, qui eux apparaîtront comme progressistes si nous ne leur opposons pas justement ce qui est progressif.

La concentration des ouvriers sur le lieu du travail existant pour nos camarades du gros-œuvre, les rapports de ces différentes corporations sont naturellement plus harmonieux et par cela l'esprit corporatif va heureusement s'affaiblissant. La concentration étant plus réduite et souvent nulle pour nos camarades du second-œuvre, ce processus est chez eux peu accentué, on peut même dire que l'esprit corporatif y trouve de grands-moyens de survie. Par conséquent le resserrement artificiel prévu par la fédération fera moins de dégâts dans le gros-œuvre que dans le second-œuvre. Et on peut être sûr que de ce qui va advenir de ce dernier syndicat centralisé où l'on aura aggloméré artificiellement et avec une inconscience déconcertante, tout un tas de traditions et de coutumes corporatives, sans avoir au préalable essayé de leur créer des rapports quelque peu harmonisés.

Les managements en ce qui concerne la réalisation et le développement des cartels intercorporatifs en Seine-et-Oise ont réintroduit des formes organisationnelles réactionnaires et néfastes à l'intérêt des ouvriers on le voit lors des règlements des conflits en juin 36). Les managements en ce qui concerne les cartels intercorporatifs dans la Seine amèneront aussi une grande confusion surtout dans le second-œuvre.

Les ouvriers révolutionnaires doivent savoir se délimiter des méthodes stalinistes-artificielles et des méthodes conservatrices-périmées et adopter avec audace des méthodes progressistes. Pour eux, c'est seulement si on réalise d'abord la première étape (*cartels intercorporatifs*) et que cette étape entièrement accomplie ait amélioré sérieusement les rapports intercorporatifs, qu'on aura seulement le droit de franchir la deuxième étape (*le syndicat d'industrie*).

TAILLANTOU.



## Quelques faits et chiffres sur le Proletariat paysan

### L'exploitation dans un coin de Normandie

Avec l'appui du gouvernement Daladier, les patrons, dans l'industrie et le commerce, mènent actuellement une offensive d'envergure contre les conquêtes de Juin 1936 ; le retour aux 45 heures, dans certaines branches de l'activité économique leur donne satisfaction sur un des objectifs principaux qu'ils visent.

Cette offensive du patronat s'étend, gagne les campagnes où, dans certaines régions, les ouvriers sont exploités d'une façon scandaleuse.

Ces camarades ont pu recueillir des informations à ce sujet, en ce qui concerne l'Eure et spécialement la région de Gadencourt (canton de Pacy-sur-Eure).

Dans ce coin, voici les salaires respectifs des ouvriers agricoles utilisés : Charretier : 300 francs par mois, pour des journées de travail de 4 h. du matin à 8 heures du soir ; Vacher : 250 fr. par mois, pour des journées de même durée.

Hommes toutes mains : entre 200 et 250 fr. par mois pour des journées de travail de 5 heures du matin à 8 h. du soir.

Les bonnes commencent à 5 heures du matin et finissent à 11 heures du soir ; elles gagnent 125 fr. par mois. (Les gros patrons, eux, commencent leurs journées à 10 h. 30 du matin... dans les bistros du pays.)

La nourriture s'ajoute à ce gain et les ouvriers agricoles, pour trois repas, ont deux heures d'arrêt.

Les patrons, qui vendent leur blé 200 francs maximum le quintal et le litre de lait 1 fr. 40, font travailler dimanches et jours de fêtes pour ces salaires de famine qui sont encore les plus élevés. En effet, dans bien des fermes, les tarifs sont inférieurs à ceux ci-dessus indiqués.

A Gadencourt, qui compte environ 250 ouvriers agricoles, il n'y a pas de syndicats.

Le Maire du pays, un certain Leblanc, fasciste 100 %, mène la bataille contre les ouvriers qui veulent s'organiser et font preuve d'une attitude combative. Il ne craint pas de les accuser de vols qui peuvent se produire dans la contrée et organise un chantage en règle pour les discréditer auprès des autres paysans.

Les patrons emploient des mesures d'intimidation et menacent les ouvriers de renvoi, dès qu'un mouvement de protestation se dessine.

L'ouvrier renvoyé devra accepter de travailler pour un salaire encore plus bas chez un patron voisin qui, au contraire de la situation, l'exploitera plus fermement encore.

Les propriétaires font, en outre, des difficultés pour payer aux ouvriers les

assurances sociales et les allocations familiales qui leur sont dues (les allocations familiales sont proportionnelles au nombre d'hectares cultivés).

C'est ainsi qu'un ouvrier avec qui nous avons parlé, après avoir changé de catégorie d'emploi, s'est vu purgé et simplement supprimer les allocations familiales qu'il touchait antérieurement pour ses trois enfants.

A Mery, un village voisin, les cultivateurs n'emploient que des Polonais qu'ils font venir pour 250 fr. par mois ; ces Polonais, liés par des contrats, travaillant comme des bêtes de somme de 6 heures du matin à 6 heures du soir, surveillés et mouchardés par les fascistes, n'ont qu'un désir, celui de regagner au plus vite leur pays, car les contrats signés à l'embauche, en Pologne, sont des chiffons de papiers.

A la suite d'un vol commis dans la région, on a arrêté un de ces Polonais ; celui-ci, martyrisé par les fascistes s'est évadé et a d'ailleurs été repris, malgré son innocence. Les ouvriers étrangers, accusés d'être complices, sont brimés par les patrons et travaillent dans des conditions déplorables.

Tous les rouages de cet appareil de répression se centralisent à Lisieux où les patrons, groupés dans les syndicats tiennent leurs réunions, et dans les municipalités fascistes avoisinantes, Dorgères et ses acolytes organisent la propagande.

De son côté Doriot mène une campagne en faveur du retour à la terre et insiste sur l'insuffisance de la main d'œuvre. Ce chien de garde du capitalisme prouve par là la liaison étroite entre le capitalisme des campagnes et celui de l'industrie.

Ces faits, que nous avons recueillis sur place et qui, malheureusement, ne sont pas isolés, montrent la grande misère des ouvriers agricoles, à l'heure actuelle.

Les travailleurs des champs doivent comprendre la nécessité urgente de s'organiser pour lutter contre les propriétaires qui les exploitent et font d'eux les esclaves d'une terre qu'ils ne possèdent pas.

Aux Doriot, Dorgères et autres chiens de police du capital, ils opposeront les Comités de villages, se souderont étroitement aux ouvriers de l'industrie, des transports (cheminots), lutteront sans cesse pour l'amélioration de leur niveau de vie, l'amélioration des conditions matérielles de l'ouvrier agricole, l'expropriation des grands propriétaires ou le patron ne travaille pas de ses propres mains ; enfin, ils défendront les travailleurs immigrés, misérables esclaves dont la défense leur appartient, face aux fascistes assassins et à l'Etat capitaliste, ennemi commun du prolétariat.

## Les Postiers dans la lutte !

Lundi 11 juillet, la Fédération Postale convoqua ses cadres de la région parisienne pour examiner la situation créée à la suite du refus de M. Daladier d'accorder une augmentation aux fonctionnaires. Gourdeaux, au nom du secrétaire fédéral, développa une résolution votée par la CE fédérale.

Nous avons accepté, dit-il, le mot d'ordre des 10 pour cent lancé par le Cartel des Services publics et comme lui nous pensons qu'il faut avoir recours aux méthodes employées par les ouvriers de l'industrie privée. Rapidement, Gourdeaux en vient à déclarer qu'au sein du Cartel Central, tous les délégués n'étaient pas d'accord pour une action immédiate et il s'élève contre ceux qui veulent attendre octobre, car se serait, dit-il, se cantonner dans l'inaction. La Fédération postale entend agir vite, même si elle n'est pas suivie par le Cartel. Qu'est-ce que cela signifie ? Que les postiers doivent se mettre en grève au plus tôt.

Etrange revirement de l'attitude du parti communiste, dont Gourdeaux est le porte-parole chez les postiers... Comment expliquer l'attitude de militants de ce même parti, au Métro, par exemple, qui disent : Nous ne ferons un mouvement que si les autres corporations marchent ? Il faut tout d'abord constater que si le discours de Gourdeaux fut très gauche dans la forme — ce qui lui assurait un auditoire complaisant — il était dans le fond dépourvu de toute analyse objective de la situation et se caractérisait par l'absence totale de mots d'ordres. Il paraît que ceux de : action, action ! union, union, fussent pour armer le militant de base ! En réalité, il s'agit pour le bureau fédéral, de continuer sous une autre forme, en mettant en avant un mouvement que l'on ne prépare pas, la démagogie du PC depuis deux mois. Il s'agit aussi d'empêcher en lançant avant les autres les postiers dans la lutte, tout mouvement d'ensemble des travailleurs de l'Etat qui entraînerait la classe ouvrière tout entière dans la voie révolutionnaire. C'est ainsi que stalinien et réformistes pratiquent une politique de défile pour réaliser plus rapidement l'Union Sacrée.

Les interventions qui suivirent l'exposé du secrétaire fédéral, montrant qu'un certain nombre de militants se refusent à tomber dans le piège. Les plus durs des réformistes s'élevèrent contre les intentions de Gourdeaux, mais pour prêcher quoi ? L'inaction, l'attente.

Quelques délégués intéressèrent l'auditoire

Leguë, au nom des employés du Central Télégraphique, dénonça l'attitude du gouvernement qui n'hésite pas à dépenser 64 millions pour recevoir le roi d'Angleterre, mais refuse le pain nécessaire aux travailleurs. Ce camarade préconise comme préparation de la grève générale, une manifestation à Paris le jour de l'arrivée des souverains anglais. La victoire pour nos traitements et les 40 heures, expliqua-t-il, sera un échec à la politique de préparation de la guerre impérialiste.

Après que Calvez (ambulants) eût stigmatisé l'attitude équivoque de certains militants du Cartel, la camarade

Fersing, au nom du personnel de l'inter, explique à quelle faillite nous a conduits la pratique de la collaboration des classes. L'arbitrage du parlement en qui les dirigeants du Cartel ont placé leur confiance, a été dirigé contre les travailleurs. On recommence le coup de 1937. Déjà, nos revendications définies à Vichy sont abandonnées par les responsables du sommet. Il n'est plus question du relèvement des traitements de base et de l'échelle mobile des salaires, quant aux 40 heures, ils n'osent plus en parler. Ce n'est pourtant pas sur une revendication de 10 pour cent que les camarades s'engageront dans une lutte sérieuse.

Et là, Fersing comme Gourdeaux de s'expliquer.

Quelle est la grève que vous envisagez ? S'agit-il d'un mouvement limité, à caractère démonstratif ou d'une grève générale de masses ? Le premier serait la défaite à coup sûr, le deuxième, le seul qui puisse faire reculer le gouvernement nécessite une préparation sérieuse. C'est cela que nous devons faire. La Fédération Postale doit poser ce problème devant ses adhérents et tous les travailleurs, dans ce travail de préparation, d'agitation elle doit se placer à l'avant-garde.

Nous obligeons les autres organisations du Cartel à entrer dans une lutte effective et nous entraînerons les camarades de l'industrie privée.

Avec cette camarade, nous pensons qu'en cette période caractérisée par une offensive généralisée de la bourgeoisie, nous devons répondre par une offensive généralisée de la classe ouvrière. Tout mouvement isolé serait un échec. L'expérience de la grève Citroën doit être pour nous un enseignement et nous avons l'impression que le parti communiste cherche à rééditer le même coup.

Le mécontentement, le désir de lutte chez les postiers est certain, l'attitude ultra-gauchiste de Gourdeaux le prouve. Cette volonté doit être extériorisée.

La Fédération postale doit faire aux autres fédérations de la CGT, publiquement des propositions pour un mouvement commun. Les travailleurs verront tout d'abord ceux qui sont capables de les mener à la victoire. Sur la base du relèvement des traitements de base au coût de la vie, de l'échelle mobile des salaires, des 40 heures, à tous, une grève générale doit être préparée par tracts, affiches, presse, meetings et manifestations.

La préparation d'un tel mouvement doit se faire de façon qu'au fur et à mesure du déroulement de la lutte les objectifs s'élargissent jusqu'à l'insurrection armée pour la prise du pouvoir.

Ainsi au mot d'ordre du Congrès des 10 pour cent, lancé par Paul Marcel, nous répondrons par le Congrès des délégués et nous appelons les travailleurs à élire leur comité de bureaux, de chantiers, d'ateliers, etc., pour la direction de la lutte. C'est dans cette voie et seulement dans cette voie, que les travailleurs de l'Etat trouveront la victoire.

ARNAUD.

## MANTES

### Réponse au Citoyen Veylet

Le citoyen Veylet a commencé en première page de « L'Aube Socialiste » stalinienne une campagne d'injures contre notre Parti et contre la Lutte Ouvrière.

« Les trotskystes sont des vipères lubriques à la solde du fascisme international. La preuve c'est que... Trotsky sous-estimait le rôle de la paysannerie en 1903-1905 ». Il n'en faut pas plus pour prouver que « Trotsky n'a jamais été ni marxiste ni léniniste ». Qu'il importe si, justement pendant la révolution de 1905, Trotsky a été le président du premier soviét d'ouvriers soldats et paysans à Saint-Petersbourg ? Qu'il importe si Staline lui-même reconnaît en 1923 qu'il a été avec Lénine, le principal artisan de la révolution d'octobre 1917 ?

Bien entendu, Veylet ne cite pas une ligne des écrits de Trotsky « contre les paysans ». Et pour cause. Trotsky, dans son livre « 1905 », publié par les éditions d'Etat en Russie, au temps de Lénine, expliquait au contraire la nécessité absolue de l'alliance des ouvriers et des paysans. Il expliquait aussi qu'il appartenait à la classe ouvrière d'entraîner les paysans dans la Révolution. Aujourd'hui par exemple, les paysans comprennent que les ouvriers sont avec eux s'ils luttent efficacement pour l'application des lois sociales à la campagne, pour la révision des baux, pour l'annulation des dettes paysannes et des hypothèques, pour l'expropriation des gros propriétaires au profit des paysans travailleurs, etc... Mais on ne peut agir ainsi sans une lutte sans merci contre les gros propriétaires, les banquiers, la bourgeoisie et tous ses partis — y compris le parti Radical. L'alliance avec Daladier et les politiciens radicaux n'est nullement l'alliance avec les paysans. Elle empêche au contraire l'alliance des ouvriers et des paysans pour leur salut commun, la révolution sociale.

Et c'est de cela que Veylet aurait dû parler nettement : des divergences essentielles entre son parti et le nôtre. Pourquoi Veylet ne parle-t-il pas du vote des crédits de guerre par les communistes, de l'Union Sacrée à la Chambre avec les réactionnaires et les fascistes, de la main tendue aux curés et de la prose du Cardinal Verdier dans l'Humanité, de l'acceptation par le P. C., au Parlement, de la mise dans l'illégalité des occupations d'usines et de l'arbitrage obligatoire, de l'acceptation 45 heures par les chefs syndicalistes « communistes », etc... ?

De cela pas un mot. Il est plus facile de nous insulter sans arguments, de nous traiter d'espion fasciste, d'inversionniste et tout, et tout. Comme les arguments ne prennent pas, Veylet s'efforce de provoquer les violences physiques. Nous ne tomberons pas dans la provocation.

Semer la haine et la violence entre travailleurs antifascistes, dans le même temps où ils appellent à la « réconciliation nationale » avec les pires adversaires de la classe ouvrière, affirmer des mensonges que l'on connaît comme tels (Veylet disait récemment son scepticisme sur les procès de Moscou) ne sont pas au « courant » du communisme ; c'est la syphilis du mouvement ouvrier.

I. C.

## Les employés des P. T. T. de Paris contre l'électoratisme Stalinien

La commission exécutive du syndicat général des Employés des PTT de la Région Parisienne a voté un ordre du jour de remerciement au parti communiste français pour sa « courageuse campagne en faveur des revendications des fonctionnaires ».

Ce texte, paru dans les colonnes de « L'Humanité » du 20 juin, précisait que l'Union des Sections de la Seine, au nom de ses 10.000 adhérents, entendait traduire ainsi le sentiment unanime des postiers parisiens.

Cette adresse de sympathie ayant été rédigée sans que les groupes de base aient eu à se prononcer préalablement, il n'était pas difficile aux dirigeants stalinien de se trasser des louanges.

Mais le comité régional, convoqué le 29 juin, — c'est-à-dire plusieurs jours après la parution de la fameuse copie — a détruit les prétentions des responsables et la réaction des militants s'est manifestée avec vigueur au cours de la réunion.

Malgré la manœuvre habile de Fleury qui avait présenté un ordre du jour de fin de séance dans lequel l'activité « favorable » du parti communiste était amalgamée avec la volonté d'action immédiate des postiers parisiens, le délégué du Central Télégraphique fit observer que ces deux points, bien distincts, ne pouvaient faire l'objet d'un vote unique.

Et si l'unanimité put se réaliser sur la dernière partie du texte, il n'en fut pas de même au sujet du premier paragraphe qui vit un grand nombre d'abstentionnistes épauler les militants révolutionnaires dans une attitude de méfiance à l'endroit des stalinien, ce qui ne s'était jamais constaté depuis l'Unité.

L'intérêt de cette assemblée nous

## En souvenir de Solange Demangel

### Une lettre et une réponse

Nous publions ci-après l'intéressante lettre du camarade L. C. :

Paris, le 11 juillet 1933.

Chers camarades,

Pour l'anniversaire de la Lutte, j'ai porté 50 francs au compte postal Kousset.

Je vous adresse cette souscription « en mémoire de Solange Demangel » qui fut votre abonnée. Elle figurera seulement comme telle.

Je reconnais votre courage dans le combat révolutionnaire. Je ne renierai pas mon passé en m'associant aux camarades que vous valez à droite et à gauche vos critiques implacables.

J'ai constaté sans étonnement cette aventure parlementaire, qui me fut pourtant douloureuse. Il est vain de crier à la trahison. Je ne crois pas aux simples influences personnelles. Ici, comme là-bas (en Russie), de semblables déviations étaient inévitables. Je me rend compte que le Parti, simple organe de la politique de classe devient toujours le maître au lieu de rester l'instrument et succombe lui-même sous le poids de l'Etat dont il prétend se servir.

C'est dire que votre organisation, en sa forme partisane, attachée aux jugements d'un homme (donc faillible), Léon Trotsky, comporte en elle-même, des germes de décomposition révolutionnaire.

Je crois la méthode syndicaliste supérieure à la politique de parti. Votre action positive s'exerce surtout dans le domaine syndical. Je voudrais qu'elle ait pour effet de rendre au syndicalisme son indépendance, c'est-à-dire sa puissance révolutionnaire.

Votre mot d'ordre des « milices ouvrières » appartient à un passé, il ne tient pas compte de l'énorme puissance de répression. Il n'a de signification que dans l'action directe de la classe ouvrière organisée sur le plan du travail.

Nous devons, non pas revenir, mais nous établir plus solidement dans le syndicat, mouvement réel de la classe ouvrière, « en marche vers son affranchissement ». En résumé, le syndicalisme, instrument de revendication quotidienne et de défense ouvrière, avec les perspectives d'une transformation plus profonde, repoussant a priori tout despotisme moral ou matériel, individuel ou collectif.

Il faut pour cela que la classe ouvrière reprenne conscience de sa force et échappe à l'odieuse « jacobinisme ». Nous nous retrouvons sur un même front révolutionnaire ; mais il n'est pas inutile de voir l'avenir... Fraternellement vôtre.

L. C.

même sous le poids de l'Etat dont il prétend se servir.

C'est dire que votre organisation, en sa forme partisane, attachée aux jugements d'un homme (donc faillible), Léon Trotsky, comporte en elle-même, des germes de décomposition révolutionnaire.

Je crois la méthode syndicaliste supérieure à la politique de parti. Votre action positive s'exerce surtout dans le domaine syndical. Je voudrais qu'elle ait pour effet de rendre au syndicalisme son indépendance, c'est-à-dire sa puissance révolutionnaire.

Votre mot d'ordre des « milices ouvrières » appartient à un passé, il ne tient pas compte de l'énorme puissance de répression. Il n'a de signification que dans l'action directe de la classe ouvrière organisée sur le plan du travail.

Nous devons, non pas revenir, mais nous établir plus solidement dans le syndicat, mouvement réel de la classe ouvrière, « en marche vers son affranchissement ». En résumé, le syndicalisme, instrument de revendication quotidienne et de défense ouvrière, avec les perspectives d'une transformation plus profonde, repoussant a priori tout despotisme moral ou matériel, individuel ou collectif.

Il faut pour cela que la classe ouvrière reprenne conscience de sa force et échappe à l'odieuse « jacobinisme ». Nous nous retrouvons sur un même front révolutionnaire ; mais il n'est pas inutile de voir l'avenir... Fraternellement vôtre.

L. C.

Nous remercions fraternellement le camarade C... pour son aide fraternelle apportée sous un nom qui est cher à toute la classe ouvrière et en particulier aux révolutionnaires, celui de l'héroïque victime de Clichy, Solange Demangel.

C... nous exprime en même temps ses divergences politiques.

Non, camarade, notre organisation n'est pas attachée aux jugements d'un homme, celui de Léon Trotsky. Notre organisation est attachée à un programme établi sur la base de l'expérience positive et négative de tout le mouvement ouvrier.

Y compris, chers camarades, de l'expérience du syndicalisme qui a fait ses preuves les plus récentes en Espagne.

Un syndicat ne suffit pas pour prendre le pouvoir, pour mener les masses au combat. Il faut un parti politique, même pour orienter le syndicat vers la révolution. C'est la dépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis de trahison qui lui enlève sa puissance révolutionnaire et non sa dépendance à l'égard d'un parti en général !

En dépit de ces divergences, camarade C., merci pour ton geste fraternel !

Vive le Front révolutionnaire !

# Meeting du P.S.O.P. dans le XVII<sup>e</sup>

Mercredi 6 juillet s'est tenu un meeting organisé par la 17<sup>e</sup> section du PSOP dans son local, 12, impasse Compoint. Près de 300 personnes y assistèrent : peu d'ouvriers, ceux-ci étant pour la plupart allés au compte rendu de mandat opportunément organisé par le député stalinien des Epinettes Moquet qui refusa la parole au contradicteur du PSOP, le camarade Weitz.

Les premiers orateurs : Weitz, pour les jeunes, G. Audry, pour les femmes, Louis Vallon, ex-né, s'en tintent à de monotones généralités où rien ne dépassait la trace d'un plan politique. Le dernier, qui n'a rien d'un socialiste, même réformiste, s'en tira par des attaques réactionnaires contre les stalinien dont nos amis, présents dans la salle, se délimitèrent énergiquement. Mais malgré l'appel du président, aucun stalinien n'osa demander la parole et ce fut au cours du discours de Weill Curiel qu'un JC prit finalement la parole « en son nom personnel » : attaques contre le POUM, contre les trotskystes, contre Pivert « qui fit massacrer les ouvriers au Luxembourg », voilà en gros la pauvre tirade du JC qui, à un moment se laissa emporter et dit que son organisation est pour l'unité d'action « même avec les trotskystes » pour aider l'Espagne : JC, mon ami, tu te feras tirer l'oreille par les sous-Moquet du coin !...

Puis, ce fut le tour de notre camarade Clart. Celui-ci regretta d'abord qu'on ait refusé la parole à l'orateur des JSR, Suzanne Lharpy, poursuivie pour antimilitarisme. Puis, revenant à son sujet, il revendiqua hautement la tradition bolcheviste de la révolution d'octobre. Il montra que si en juin 36 la révolution fut ratée, c'est parce qu'il n'existait pas de parti révolutionnaire, les partis stalinien et réformiste s'étant enfoncés dans la trahison du F.P. C'est pour construire ce parti qu'il faut œuvrer à présent et le PSOP doit entrer en contact avec nous pour connaître l'expérience que depuis deux ans nous menons.

Il dit que dans la conférence des JSR deux délégués des JSOP prirent la parole et participèrent à la discussion, montrant que c'est là le seul moyen de clarifier les problèmes politiques qui se posent à l'avant-garde. Il termina par un vibrant appel à l'unité révolutionnaire. Son intervention fut fréquemment applaudie et les communistes présents ne cachaient pas leur surprise d'apprendre que nous sommes pour la défense de l'URSS.

Weill-Curiel reprit son exposé. Il asséna de violents coups de boutoir aux stalinien, plus progressifs que ceux — réactionnaires — de Vallon. Quant à nous, il nous demanda amicalement d'attendre le congrès national qui terminera nos relations mutuelles. Mais quelle n'a pas été notre étonnement de l'entendre blâmer chez nous « ce noyautage continu qui caractérise le bolchevisme » et dont il voit une preuve dans la participation de deux JSOP à la conférence des JSR que nous aurions « roulés » et contre qui il laissa entendre que le PSOP prendrait des sanctions. Cette malencontreuse accusation souleva une protestation justifiée et Clart obtint de M. Pivert une rectification qu'il fit du reste loyalement puisque c'est lui-même qui conseilla aux deux copains JSOP d'accepter notre invitation.

Quoiqu'il en soit (le discours de Pivert n'apporta rien de neuf), le meeting fut pour nous l'occasion de discussions véhémentes, mais correctes, avec des communistes présents.

L'ordre du jour suivant fut présenté par Clart au bureau de séance et la salle le vota à l'unanimité :

« 300 ouvriers parisiens, réunis à l'appel du P.S.O.P., protestent contre

## SOUSCRIPTION

En souvenir de Solange de C., 50 fr. — Phalange groupe Marseille, 100 fr. — Phalange groupe des coloniaux, 1.000 fr. — Arnaud (14<sup>e</sup> cellule), 40 fr. — Ralph, 100 fr. — Rigal (15<sup>e</sup> C. Trotsk), 250 fr. — Un camarade ami de la 15<sup>e</sup>, 40 fr. — X (remis par B...), 1.000 fr.

## CAMARADES !

Dans vos cellules, nommez un responsable pour communiquer à la L.O. les événements importants (grèves, manifestations, etc.) et employez les vacances à réorganiser la vente et à trouver des abonnés.

N'oubliez pas le nouveau Compte Chèques Postaux  
ROUSSET 2247-23 PARIS

la répression du gouvernement impérialiste de Daladier dans les colonies (emprisonnement de militants révolutionnaires en Indochine et en Afrique du Nord) et contre les colonialistes en France ainsi que contre les étrangers immigrés. »

## PUBLICATIONS POPULAIRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

- La révolution trahie (1937) .. 18 »
- L'Internationale communiste après Lénine (1928) ..... 24 »
- La Révolution Permanente .. 24 »
- La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov ..... 3 »
- Où va la France ? ..... 7 50
- La seule Voie (1932) ..... 2 »
- Problèmes de la Révolution allemande (1931) ..... 2 50
- Vie de Lénine (T. I) ..... 24 »
- La leçon de l'Espagne, dernier avertissement ..... 1 »

- Wullens-Rosmer-Serge : L'Affaire Reiss ..... 5 »
- Lénine, L'Etat et la Révolution 4 50
- Lénine, K. Marx et sa doctrine 2 50
- Marx et Engels, Manifeste communiste ..... 2 »
- Thèses, manifestes et résolutions des quatre premiers congrès de l' I. C. .... 20 »
- A. Rosmer, Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre ..... 36 »
- C. Naville, A. Gide et le Communisme ..... 5 »
- L. Sedov, Livre rouge sur le procès de Moscou ..... 3 »
- Sur le procès de Moscou : 18 questions, 18 réponses ..... 0 50
- Que veut le P.O.I. ? ..... 1 » (par 10 exemplaires) ..... 8 »
- Compte chèques postal : Naville, 1333-80 Paris, 15, passage Dubail

## Le Procès du P. O. U. M. et de la IV<sup>e</sup> Internationale

# C'est la 3<sup>e</sup> Internationale qui l'a décidé et le Guépéou qui prépare l'Assassinat des Militants Révolutionnaires

« Considérant que les trotskystes font, dans l'intérêt du fascisme, un travail de sappe à l'arrière des troupes républicaines, le présidium (du C. E. de la III<sup>e</sup> Internationale) apprécie (1) la ligne du Parti (communiste d'Espagne) tendant à la défaite du trotskysme en Espagne, condition nécessaire de la victoire sur le fascisme. »  
28 décembre 1936.

## L'accusation d'espionnage contre les militants du P.O.U.M.

Il y a deux preuves d'espionnage.

1) Un message à l'encre sympathique écrit au dos d'un plan de Madrid ayant servi à l'espionnage.

Ce plan a appartenu à un phalangiste qui s'est vanté d'être espion de Franco, mais ni l'authenticité du message. Ce phalangiste a été récemment fusillé.

Benito Pabon, collaborateur intime des ministres de la Justice Garcia Oliver et Irujo, élu député par les ouvriers de Saragosse, président de la Commission Juridique consultative du Ministère de la Justice, écrit que « tous ceux qui ont pu voir ce document l'ont reconnu faux, du Ministère de la Justice jusqu'au Procureur Général, M. Ortega y Gasset. »

M. Companys, Président de la Généralité de Catalogne, a protesté par lettre contre l'authenticité de ce document.

M. Irujo a déclaré à deux délégations franco-anglaises que ce document est un faux.

M. Ortega y Gasset, Procureur général de la République a démissionné en décembre 1937, parce qu'il refusait de bâtir une accusation sur ce document.

L'inscription à l'encre sympathique a été rajoutée au plan de Madrid dans les laboratoires de la police quand le stalinien Ortéga la dirigeait.

2) Relations avec les étrangers inscrits au POUM et « que la police a dû expulser du territoire national par-

## Appel du S.I.S.L.

# Libérez Ta-Tu-Thau !

## A l'aide de l'enfant de TA-TU-THAU !

L'héroïque pionnier des ouvriers et paysans indochinois, Ta-Tu-Thau, a dû être transporté à l'hôpital-prison de Cho-Quan. Après qu'on lui a imposé une série de piqûres sous les muscles et sous les veines de polysalicylate, de strychnine, les médecins l'ont pratiquement abandonné aux tortures et aux douleurs qui accablent Ta-Tu-Thau paralysé de la moitié du corps depuis sa seconde grève de la faim.

Mais le gouvernement refuse sa liberté. Un à un les conspirateurs et les terroristes du C.S.A.R. sont rendus à leurs villegiatures, mais Ta-Tu-Thau ne peut recevoir qu'une fois par semaine la visite de sa compagne et il lui est interdit de venir rejoindre le petit garçon qu'il a laissé en France.

Mais les travailleurs ont adopté le petit garçon de Ta-Tu-Thau. Ils veillent sur lui et continueront d'assurer sa pension, manifestant ainsi

concrètement leur solidarité avec les opprimés coloniaux, avec les emprisonnés des bagnes d'Indo-Chine, avec Tao, avec Bagh Mai, avec le jeune Su tuberculeux au dernier degré que Daladier et Mandel veulent jeter en prison, avec Ta-Tu-Thau, sur qui s'acharne avec infamie la répression.

Camarades ! Dans vos organisations, popularisez l'action avec les mots d'ordre : « Libérez Ta-Tu-Thau, amnistie en Indochine ».

Camarades ! Qu'en ces jours de vacances aucun de vous n'oublie d'adresser sa contribution pour l'enfant de Ta-Tu-Thau et les opprimés coloniaux.

Adressez-vous au S.I.S.L. et adressez vos envois de fonds et souscriptions :

Andrée Limbour, compte postal 163-512.

## De bons exemples pour le soutien de la "LUTTE"

Nous avons reçu de nos camarades des coloniaux une souscription de 3.000 fr., dont 2.000 ont été réservés pour le loyer, 1.000 fr. pour la Lutte. Voilà un bel exemple de dévouement de la part de camarades qui sont bien placés pour apprécier la valeur de leur organe de combat dans la lutte anti-impérialiste et la nécessité de le renforcer.

Où sont les imitateurs ? Les camarades de Marseille, ont eux aussi organisé une phalange. Très bien ! Toute la province doit organiser ses phalanges, comme à Paris.

Profitez de cette période, pour régler les vieux comptes, et payer régulièrement comme Lille, Saumur, Marseille.

Pas une défaillance pour les phalanges !

Réorganisez la vente ! Préparez l'hebdomadaire sur 4 pages, grand format, pour octobre !

Prière d'envoyer au nouveau compte : Rousset 2247-23. (Les envois au dernier compte, nous occasionnent des ennuis. Prière d'en tenir compte !)

# Pas de poursuites contre la Presse Ouvrière !

S.I.S.L. Secours International (Solidarité-Liberté), siège 11, rue J.-de-Beauvais, Paris.

Après l'interdiction d'une série de réunions publiques dont celle du secours international (Solidarité et Liberté) dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le gouvernement, à l'instar de Laval et de Tardieu, entame des poursuites contre une série de journaux prolétariens : « Révolution », organe des jeunes socialistes révolutionnaires et le « Libéraire », organe de l'Union anarchiste. D'autres sont sous le coup de poursuites, leurs gérants inculpés. Deux fois le « Libéraire » a été saisi. Les locaux de « Révolution » ont été perquisitionnés après

# Un Décret-loi

## Scélérat

On a appris, ces derniers jours, et la presse, obéissant à la consigne gouvernementale, n'a pas insisté là-dessus qu'avait été décidé, par Daladier, ministre de Front Populaire, d'instituer la peine de mort pour les délits d'espionnage même en temps de paix.

Naturellement, dans le parlement d'enuques qui dirige provisoirement ce pays, il ne se trouvera pas une voix pour s'élever contre cette monstruosité.

Non pas que nous voulions prendre la défense des espions qui agissent pour le compte des puissances impérialistes rivales — peu nous importe le sort des Marthe Richard ou des Mademoiselle Docteur qui risqueront de se faire prendre par les concurrents d'en face — mais ce que nous voulons dénoncer et nous appelons tous les révolutionnaires qui se réclament de la lutte contre la guerre impérialiste et

contre l'union sacrée à se joindre à nous pour cela, c'est le fait certain que ce décret-loi sera utilisé contre les révolutionnaires et que les parodistes de la justice bourgeoise assimileront à l'espionnage toute propagande anti-chauvine, révolutionnaire, voire même simplement pacifiste et qui ne s'inspirerait que des intérêts de classe du prolétariat international.

Déjà en 1914-1918, nous avons eu des exemples monstrueux de ce que peut faire un gouvernement. Clément-Mandel, lorsqu'il manie le pouvoir, instruits par les méthodes staliniennes de procès et d'aveux, Daladier-Mandel en profiterait pour décapiter le mouvement ouvrier révolutionnaire de ses meilleures têtes. Serait-ils espions tous ceux qui, par leur action, compromettraient le succès des rapines impérialistes en préparation.

Ce nouveau décret-loi nous démontre que la bourgeoisie met au point les derniers préparatifs pour la nouvelle tuerie mondiale.

A bas les décrets-lois Daladier-Mandel !

A bas la guerre impérialiste et ceux qui la préparent !

Vive la IV<sup>e</sup> Internationale !

R. GIRARD.

**Trois devoirs impérieux :**

S'abonner à la Lutte Ouvrière  
Faire des abonnés  
Souscrire chaque semaine

## Le numéro 9 de "4<sup>ÈME</sup> INTERNATIONALE" est paru

revue mensuelle publiée par le Comité Central du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik - Léniniste), Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale.

- Au sommaire :
- 1848, 1871 et 1938.
  - Critique économique. Les émissions de capitaux et la crise (P. Naville).
  - Révolution et contre-révolution en Espagne (suite et fin par Jean Rous).
  - Un Etat ni ouvrier ni bourgeois ? (L. Trotsky).
  - La crise économique en Russie (notes de février à avril).
  - Les tâches du prolétariat pendant la guerre (W. St.).
  - Dans l'Internationale - Hollande. Le R.S.A.P. et la IV<sup>e</sup> Internationale (Maurice).
  - Angleterre. Fenner Brockway et la réponse de Staline à Ivanov.

- Les livres.
- A propos de la grande Révolution française, la pensée de Gracchus Babeuf (P. Naville).
  - Fils du peuple, par M. Thorez.
  - Les vagabonds de la faim, par Tom Kromer.
  - La fin des monstres, par Hyacinthe Dubreuil.
  - Au delà du nationalisme, par Thierry Maulnier.
  - Les calomnies de la Guépéou contre les Bolcheviks-Léninistes chinois.
  - Chronique du gangstérisme stalinien.
  - Le nouveau « Drang nach Osten » (Verd).

Le n° 2 fr. 50 au siège 15, passage Dubail, Paris (10), et dans les principaux kiosques.

Abonnements : 1 an : 25 fr. 6 mois : 12 fr. ; étranger : 1 an, 40 fr., 6 mois, 20 fr.

Compte chèques postal : Naville 1333-80 Paris.

Le Gérant : LORET  
Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail, Paris